

ELECTION PRESIDENTIELLE DU 29 NOVEMBRE 2015



Projet de société

« Ensemble pour un Burkina de Justice, d'Équité
et de Prospérité »

Maître Issaka Zampaligré

08/11/2015

Je m'engage pour le changement : Libérons le Burkina Faso !

Table des matières

PRÉAMBULE	2
DE L'ÉTAT ET DU VIVRE ENSEMBLE	5
Justice, sécurité et réconciliation nationale.....	5
Le droit à la vérité et à la justice est un impératif.....	6
Réforme institutionnelle prioritaire.....	7
La place de l'armée au Faso.....	8
Un pacte pour un nouvel essor des services publics	8
La planification écologique.....	9
L'encadrement des révolutions technologiques	10
La Délégation de service public sera strictement encadrée.....	10
DU BIEN ÊTRE DE LA POPULATION BURKINABÉ.....	11
Pourquoi l'avenir est-il en panne dans notre pays ?.....	11
Mettre un terme aux politiques macroéconomiques inefficaces et injustes.....	12
Un enjeu majeur : jeunesse et emplois.....	15
Travailler pour l'autonomisation économique des femmes.....	15
Un système éducatif à réformer.....	16
La santé, notre bien commun.....	18
Un nouveau modèle agricole.....	19
Le droit de bien vieillir.....	21
UN NOUVEAU PACTE NATIONAL.....	22

PRÉAMBULE

JE M'ENGAGE POUR LE CHANGEMENT :

LIBÉRONS LE BURKINA FASO PAR DEVOIR DE MÉMOIRE!

Chers compatriotes,

Dieu aime particulièrement notre pays et nous lui rendons grâce.

Le 29 novembre 2015, les Burkinabés ont rendez-vous avec l'histoire, une page de son histoire, c'est-à-dire avec eux-mêmes, dans un contexte démocratique.

Ils diront si, oui ou non, ils veulent que se poursuive la même politique menée depuis 27 ans par les mêmes responsables de la famille des professionnels de la politique pour obtenir les mêmes résultats, qui nous ont conduit au chaos et à l'insurrection des 30 et 31 octobre 2014.

C'est le lieu de saluer l'héroïsme de la jeunesse, qui a été le fer de lance et de déplorer le lourd tribut qu'elle a payé pour renouer avec la lutte de notre peuple pour la liberté, la justice, la démocratie et l'inclusion sociale.

Le 29 novembre 2015, les Burkinabés éliront le président du FASO à qui ils confieront le destin de notre maison commune, notre nation. Ils répondront à la question qui commandera toutes les autres et qui se pose avec une gravité inédite depuis une trentaine d'années :

« Oui ou non, le Burkina Faso retrouvera-t-il le chemin de la justice, de l'équité, de la dignité, de la vérité et du partage ? Redevenir-soi ».

La force de l'engagement

Parce que l'injustice et la souffrance sociale sont immenses dans le pays, nous ne devons plus nous tromper quant au bon choix de celui ou celle qui assurera la gestion de notre Maison Commune, notre Nation pendant un quinquennat.

Nous pouvons pardonner mais nous ne pouvons pas oublier ce que la famille des professionnels de la politique nous ont administré pendant ces si longues années, chacun en particulier : c'est un devoir de mémoire pour notre pays et le peuple a déjà gagné cette ultime bataille.

Les inégalités, la relégation sociale, le chômage, dont sont victimes les jeunes et les femmes notamment, dans nos campagnes et villes, la montée de l'impunité et de l'injustice sociale se sont aggravées dans notre pays.

La présidence, qui s'est estompée brutalement, gardera encore pour longtemps les empreintes de l'impunité et des inégalités accrues. La déception est si grande que, comme jamais, notre démocratie est aujourd'hui très abîmée et notre peuple divisé.

L'enjeu des années à venir est clair : ou la continuité des politiques néo-libérales, ou l'alternative, à savoir l'intérêt général ou la voie du peuple.

La voie du peuple est, désormais, la seule possible. Elle ne tire pas « ses solutions » des utopies ou du libre-échangeisme. Elle ne croit ni aux rêveries mondialistes, ni à « âge d'or » promis par les cosmopolites. Elle tire sa source du courage et des vertus du seul peuple burkinabé. Elle est sans complaisance sur nos difficultés : **l'absence d'indépendance et de souveraineté économique.**

La voie du peuple est de libérer les Burkinabés de la peur et restaurer la paix, la concorde civile.

La voie du peuple permet de libérer les énergies créatrices et les métiers pour vaincre le chômage des jeunes et la pauvreté.

Souvenons-nous, dans le mot « Burkinabé », il y a « intégrité – vérité- dignité », en somme « liberté » ; aussi, devons-nous reconquérir nos libertés fondamentales sur les officines de toute nature et les prébendiers qui les avaient enfouies sous terre ou confisquer.

Pour que triomphe la vérité qui rend libre, il n'y a que la voie du peuple.

C'est un moment critique pour le Burkina Faso. Notre pays vient de démontrer sa capacité à répondre à deux crises institutionnelles successives majeures, tout en maintenant le cap sur ses priorités essentielles.

Oui, c'est possible, nous avons déjà surmonté de nombreuses difficultés et démontré au monde que la fin du courage n'est pas burkinabé. Derrière la crise du système capitaliste, qui se déroule sous nos yeux, il y a la possibilité d'un monde meilleur : nous devons la saisir ; elle est à notre portée.

Parce que tous nos maux trouvent leur commune origine dans la caractéristique essentielle de notre époque: la domination sans partage du capital financier sur le monde. Créons avec les forces altermondialistes de tout horizon des coalitions pour affronter la finance et nous retrouverons rapidement un avenir pour notre jeunesse.

La question est donc politique, parce que le capitalisme est incapable de sortir d'un système qui le gave de privilèges.

Redresser le Burkina et proposer un nouveau modèle de développement

Vous le savez si bien, le système néolibéral est incapable de placer « *l'humain* » avant « *les biens* », « *les fins* » avant « *les moyens* ». L'urgence est de changer de système. Encore faut-il agir à tous les étages de l'action publique.

Des solutions inédites doivent être inventées par nous-mêmes pour concevoir, produire, consommer, échanger mieux. Pour les pays qui sauront anticiper et s'organiser, apprendre et entreprendre, se projeter et se protéger, c'est un gisement de richesses et d'emplois pour sa jeunesse autant qu'une source d'accomplissement individuel et d'épanouissement collectif. **Nous agissons dans cette direction.**

Il faut rompre avec les politiques suivies par le passé, à savoir : *le démantèlement des services publics, le déménagement de l'État.*

Pour cela, nous proposons de prendre comme point d'appui « l'Humain » à partir duquel nous reconstruirons. *L'humain», parce que la richesse d'un pays réside dans le travail humain, dans la capacité de ses femmes et de ses hommes à s'associer librement et à créer, à inventer, à produire.*

Pour donner un avenir à leur pays et à leurs enfants, nos compatriotes veulent le changement. Seulement vers qui se tourner ?

La politique, menée jusque là par la famille des professionnels de la politique, a servi les intérêts d'une minorité privilégiée, encore plus rétrécie durant les 2 ou 3 dernières années, tandis que le plus grand nombre doit éponger la facture, en renonçant à des services publics de notre Maison Commune.

Notre responsabilité est historique : il nous revient de redonner foi dans la possibilité d'un nouveau départ ; la renaissance du Burkina.

Les Burkinabés, en particulier la jeunesse et les femmes, attendent que nous prenions la mesure des impasses du libre-échange sans limites, des nombreux conflits d'intérêts et corruptions qui handicapent l'action administrative, de l'acide que constitue pour une société d'argent gagné sans effort ou le venin des discriminations.

Ils nous demandent de prendre la mesure de la colère que suscite aujourd'hui le passif de la famille des professionnels de la politique quand elles oublient l'éthique ou nos lois, le besoin de fierté que chacun d'entre nous éprouve, l'envie de vivre debout et pas seulement de survivre.

Notre devoir est de répondre à ces angoisses et aspirations légitimes de notre jeunesse. C'est un devoir d'indignation et d'imagination avant tout ; un devoir de vérité et d'action.

La conviction que démocratie et marché, droits de l'homme et commerce vont de pair, est remise en cause par les capitalistes néo-patrimonialiste de parti unique ou de mafias, qui concurrencent ou supplantent notre économie, comme si notre Révolution de 1983 était ajournée, peut-être oubliée.

DE L'ÉTAT ET DU VIVRE ENSEMBLE

Justice, sécurité et réconciliation nationale

Nous ferons une réalité du droit à la sécurité et à la justice pour tous, qui est pour nous un droit fondamental.

Une justice décriée, soupçonnée de corruption et d'interférences à tous les paliers, qui a généré l'impunité, la corruption généralisée 27 années durant. Mesurer aujourd'hui par vous-même le supplice subit par les victimes pendant chacune de ces si longues années dans la solitude sans soutien et sans espérance.

C'est le lieu de saluer l'action des organisations de la société civile de défense des droits humains, qui à travers des luttes émancipatrices et de défense des droits humains, jalonnées d'humiliations et d'épreuves, ont dit non, démontrant ainsi à la postérité que *la fin du courage n'est pas burkinabè*.

La justice burkinabè renvoi à une justice dépendante et dévalorisée pendant 27 années malgré une indépendance proclamée : nous devons ensemble la réformer prioritairement pour restaurer la confiance des citoyens dans la construction d'un État juste et équitable pour tous.

Nous agissons également en inventant sur le terrain des réponses qui permettent d'agir contre l'insécurité : prévention, dissuasion, sanction, réparation, réinsertion.

Pour y parvenir, il faut redonner confiance et soutien à la chaîne pénale dans sa globalité. Nous lui assignerons un objectif précis : que chaque acte de délinquance quotidienne trouve une réponse immédiate, juste et proportionné, qu'il s'agisse de délinquance quotidienne, organisée ou économique et financière.

Cela veut dire une police de proximité présente sur tout le territoire, en qualité et en nombre suffisant, ainsi que des sanctions proportionnées et appliquées rapidement.

Au cours du quinquennat, nous créerons 20.000 postes de gendarmes et policiers durant notre quinquennat. Ce chiffre intégrera prioritairement les 136 policiers révoqués lors des mutineries de 2011, alors que ces derniers revendiquaient la juste amélioration de leurs conditions et situations de travail.

Nous engagerons dès 2016, la remise à niveau progressive des moyens de la justice pour que celle-ci retrouve ses lettres de noblesse. Le relèvement des rémunérations dans ce secteur sera accompagné d'une application stricte des règles de gouvernance en matière de responsabilisation, d'obligation de résultat, de rendre compte et de transparence et de sanctions en cas de violation.

Nous restaurerons le Service Public de la justice, en augmentant significativement les effectifs et les moyens afin de le rendre efficace, véritablement accessible au citoyen justiciable, et protecteur des libertés.

Vérité et justice vont de pair car sans elles, point de réconciliation, point de salut, point d'avenir pour notre peuple.

Je m'engage à porter ces espoirs et attentes de notre peuple qui aspire fondamentalement à une réconciliation véritable de l'ensemble de ses filles et fils, parce que le Burkina est une seule et même famille.

Vous le savez, « Celui à qui l'on pardonne peu, aimera peu, mais celui à qui on remet une grosse dette ou de nombreuses fautes agira avec gratitude et amour ».

Je mesure la profondeur de la fracture sociale, qui fragilise et anéantit les couches vives de notre Nation.

Gardons-nous de demander du temps, le malheur n'en accorde jamais, aujourd'hui le mécontentement emplit les cœurs pour faire place à la haine. Hâtons-nous donc de recourir et de pratiquer les principes, si familiers d'antan, de justice, d'équité et de solidarité.

En décidant de solliciter le suffrage de mes compatriotes à la prochaine élection présidentielle, je m'engage à poursuivre avec les pays de la sous-région une relation pacifique, empreinte de paix, de dialogue et de fraternité pour qu'ensemble nous puissions encore faire face aux nouveaux défis sécuritaires en riposte aux attaques djihadistes. Ce faisant, j'ai la conviction que les efforts, qui ont déjà été menés pour accroître la sécurité et la paix dans la sous-région, seront démultipliés grâce notamment au renforcement de la collaboration franche entre nos pays, qui mobiliseront et développeront de façon coordonnée les actions requises.

Le droit à la vérité et à la justice est un impératif pour notre peuple.

Comme l'indique si bien le Rapport de la Commission de la Réconciliation Nationale et des Réformes (CRNR), des enquêtes approfondies, indépendantes et impartiales sur les violations graves des droits humains et les injustices de toutes sortes perpétrés contre les populations et contre leurs biens seront diligemment menées dès l'entame de notre mandat, si tel n'est déjà pas le cas.

Lorsque les crimes ou violations sont prescrits, même s'ils n'ouvrent pas de droits à des poursuites pénales, nous agirons pour faire toute la lumière sur ces actes et mettrons en place un système de réparation équitable au nom de l'État.

Des mesures appropriées seront également prises à l'égard des auteurs de ces violations, notamment dans le domaine de la justice, pour que ceux dont la responsabilité est engagée soient poursuivis, jugés et condamnés à des peines adéquates.

Pour une réconciliation nationale, les victimes et leurs ayants-droit recevront une réparation du préjudice subi. Cette réparation se traduira notamment par :

- Des mesures individuelles, telles que la restitution, la compensation, la réhabilitation, les services médicaux, le versement de sommes forfaitaires ou des pensions ;

- Des mesures collectives, telles que les journées d'hommage aux victimes, la reconnaissance par l'état de sa responsabilité.

La Justice à plusieurs vitesses pour nos compatriotes ne convient plus ; elle sera démantelée pour faire place à une justice égalitaire pour tous ; où chaque burkinabè sera responsable de ses actes devant la Loi.

Réforme institutionnelle prioritaire

L'erreur congénitale des idéologies matérialistes est de considérer que l'on construit sur la négation de ce qui préexiste. La Science ne pourrait se développer si elle appliquait à ses travaux de telles méthodes.

Et le Chimiste Marcelin BERTHELOT, figure emblématique de la « Libre-pensée » et du radicalisme du début du XXème siècle, en a tiré une observation dépourvue d'ambiguïté : *« Les faits anciens, les lois anciennes, subsistent dans l'ordre et la mesure où ils sont démontrés. La Science ne renverse pas à mesure ses édifices ; mais elle y ajoute sans cesse de nouveaux étages et, à mesure qu'elle s'élève davantage, elle aperçoit des horizons plus élargis ».*

Si en matière scientifique, les découvertes reposent sur le principe de causalité, en Histoire, c'est en observant les principes qui les fondent que se perpétuent les sociétés humaines.

La société n'est pas le produit du contrat, mais le fruit d'un ordre. Rien ne se fait sans soumission à cette Loi :

« Ce n'est pas seulement à cause de nous que nous l'aimons mais aussi à cause de nos ancêtres, parce que le nom de la patrie se confond avec leurs noms, parce que la patrie, c'est la terre où ils sont nés, où ils ont vécu, où ils ont souffert comme nous, qu'ils ont arrosés de leur sueur, défendue au prix de leur sang et dans le sein de laquelle reposent leurs cendres. Héritiers de leurs idées, de leurs traditions, de leurs mœurs, de leurs lois, nous sommes aussi des biens qu'ils ont légués, de la puissance matérielle qu'ils ont créée de leur labeur continuuel (Ernest Renan, Qu'est-ce qu'une nation ? leçon donnée au Collège de France).

Sous l'universel changement, qui nous abuse ou nous enivre, se cache une grande et profonde loi d'immobilité, ou tout au moins, d'équivalence compensatrice dans l'oscillation des divers changements.

L'organisation humaine n'est donc pas un laboratoire où s'élaborent les fameux « lendemains qui chantent », mais le moyen prédéterminé qui permet à l'Homme de répondre à sa nature, c'est-à-dire à son origine transcendante et à sa fin d'animal social.

Tous les êtres vivants observent cette règle de fond, sans laquelle les espèces auraient disparu : *« La volonté de l'Homme sera toujours impuissante à modifier la structure de l'univers. Nous devons répondre, sur le plan spirituel comme naturel, à notre fin. Nous ne subissons pas notre condition passivement, nous sommes les sujets actifs d'une chaîne qui vient de loin et va au-delà de notre seule existence propre. »*

« La Nation, même unanime, n'a pas le droit de disposer arbitrairement de la chose commune, de la risquer à sa fantaisie. Chaque génération n'est que la gérante temporaire et le dépositaire responsable d'un patrimoine précieux et glorieux qu'elle a reçu de la précédente à charge de la transmettre à la suivante ».

Il y a dans la continuité des civilisations et des peuples une harmonie préétablie, reflet de la création, que les grecs appelaient « *Cosmos* », qui signifie : « **ORDRE** ».

Nous pensons que Tourner le dos à l'ORDRE qui permet la VIE, c'est choisir, ainsi que l'a rappelé le Pape Jean-Paul II, la « *culture de la mort* ». L'abîme de contradiction entre l'Homme rêvé et l'homme réel « l'homme nouveau » et l'homme pratique, ne paraît alors comblable que par l'Utopie, l'idée sans feu ni lieu.

La meilleure preuve en est aujourd'hui fournie par l'idéologie mondialiste. La liquidation des frontières, en dépit des apparences, renverse une loi des lois de la VIE et de l'Histoire : une Nation a besoin de frontières, comme une maison a besoin de portes et de fenêtres.

Tout près de nous encore, BOKOU HARAM fait ravage et devons en tenir compte dès maintenant.

Il peut être séduisant, pour exercer une emprise éphémère sur une opinion désinformée, de prétendre le contraire, mais quand l'invasion est là, militaire (les occupants), économique (libre-échange), il est trop tard : le temps des épreuves multiformes (chômage massif de la jeunesse) et des larmes est venu : **nous les combattons ensemble avec vous pour retrouver simplement la VIE ou notre SURVIE.**

ET PARCE QUE l'autorité de la chefferie traditionnelle est une constante réalité qui s'impose à tous aujourd'hui, un statut officiel doit lui être accordé, s'il le faut par voie référendaire durant notre mandat.

Dans l'affirmative, nous agissons pour amender les règles de fonctionnement des conseils municipaux et régionaux afin d'intégrer cet acteur de premier rang dans notre société, et ce sera justice.

Cette réforme permettra une synergie d'actions entre l'administration, dite « moderne », et l'autorité traditionnelle, ce qui accroîtra la paix de nos populations et assurera et rétablira la cohérence dans l'articulation des mécanismes de régulation de nos sociétés.

Le peuple burkinabè n'oubliera jamais l'intervention respectée du *Mooro Naaba* dans la résolution de la crise issue du coup d'état du 16 septembre 2015 : **il faut institutionnaliser cette valeur, source de vie pour notre peuple et non de mort.**

La place de l'armée au Faso

Une restructuration de nos forces armées visera la mise en place d'une armée au service du pouvoir politique, bâtie à l'aune des valeurs républicaines, les plus élevées, et obéissant aux standards internationaux des plus grandes démocraties au monde.

Un pacte pour un nouvel essor des services publics et d'une administration professionnelle œuvrant aux côtés d'un secteur privé performant

Les services publics doivent satisfaire les besoins des populations et l'intérêt général. Ils doivent donc être préservés de toute soumission à des intérêts privés.

L'action administrative ne doit plus s'accommoder de conflit d'intérêts, qui entravent le fonctionnement au quotidien : il conviendra désormais de faire un choix sous contrôle entre le secteur public et le secteur privé.

La santé, l'éducation, la protection sociale, l'eau, l'énergie, les transports, le logement, la sécurité et la justice seront protégés comme notre patrimoine commun parce qu'ils assurent les conditions de l'égalité et de la citoyenneté, valeurs chères de notre constitution.

Nous reconstruirons et développerons nos services publics sur le principe d'appropriation sociale, d'égalité et de solidarité, de reconquête du bien commun par le peuple dans le plein exercice de sa souveraineté et sur l'ambition d'un développement humain durable.

Nous développerons et créerons des services publics, définis démocratiquement par les citoyens, les salariés et leurs élus, assurant une répartition des richesses, qui doit permettre l'effectivité des droits, et financés par une fiscalité juste et ré-distributrice.

Les moyens des services publics seront renforcés avec des financements dégagés de l'emprise de la spéculation financière pour leur permettre de remplir leurs missions au service de l'intérêt général, en dehors de toute crainte de rentabilité financière.

Des critères d'efficacité sociale seront établis démocratiquement en lieu et place des critères marchands.

Le secteur privé, celui-là même qui pourvoit en ressources pour le fonctionnement de l'Administration, devra être mieux reconnu. Il ne doit plus être vu comme un potentiel fraudeur par l'Administration. Le dynamisme de ce secteur est reconnu aujourd'hui pour sa compétence.

La planification écologique

Le réchauffement climatique avec ses hausses de températures, les sécheresses inhabituelles, la déforestation et l'épuisement de l'eau et des énergies fossiles, l'appauvrissement de la biodiversité, l'urbanisation incontrôlée nous interpellent tous aujourd'hui et indiquent que nos modes de consommation et de production seront économiquement intenable.

Nous le savons désormais, la catastrophe écologique remet en cause potentiellement les conditions mêmes de la vie humaine sur Terre. Face à la tyrannie du productivisme, nous proposons la planification écologique comme moyen de redéfinir nos modes de production, de consommation et d'échange en fonction de l'intérêt général et de l'impact de l'activité économique sur l'écosystème. Elle permettra de préciser les orientations et les investissements publics nécessaires pour enclencher une transition écologique et promouvoir un développement humain durable créateur d'emplois et

facteur d'égalité sociale. Elle s'appuiera sur un plan écologique largement débattu et voté à l'assemblée nationale, assorti d'une loi de programme financière.

Nous affirmerons l'exigence de la maîtrise publique, sociale et démocratique du secteur de l'énergie, seule garante de la transparence, de l'indépendance, de l'expertise et de la qualité des installations et des exploitations.

Notre politique dans le domaine de l'énergie obéira au meilleur schéma de transition énergétique couplant prudemment l'énergie verte et celle hydroélectrique. Les partenariats public privé (PPP) que l'Etat nouera avec le secteur privé comblera les besoins ruraux ou urbains en énergie à travers des installations de centrales photovoltaïques.

Les révolutions technologiques donnent le meilleur et pire dans nos sociétés. Le meilleur, quand l'économie innovante se met au service de nouveaux usages pour améliorer la vie quotidienne ou l'accès à l'information.

L'encadrement des révolutions technologiques

Les nouvelles technologies peuvent aussi conduire à l'aggravation des conditions de production des salariés : recours systématique à la sous-traitance, contrats de prestation de services au lieu d'un emploi stable. Nous agissons en faveur de l'encadrement des effets néfastes de ces technologies pour préserver l'intérêt bien compris des travailleurs.

La délégation de service public sera strictement encadrée

Les secteurs confiés au service public seront protégés de la libéralisation des marchés et de leur mise en concurrence.

La mise en concurrence des délégataires de services publics sera renforcée et surveillée.

Le monopole public sera rétabli là où l'intérêt général le commande.

Au niveau africain et mondial, nous agissons pour le développement de coopérations publiques solidaires afin d'étendre et de renforcer les services publics.

Un service public de l'information et de la culture, soustrait du pouvoir de l'argent et des pressions politiques, sera le garant du pluralisme et de l'exercice de la citoyenneté dans notre pays.

Oui, il y a aussi besoin de rêve et d'utopie portés par les artistes, à qui nous donnerons les moyens de faire entendre la voix du Burkina dans sa dimension culturelle.

DU BIEN ÊTRE DE LA POPULATION BURKINABÉ

POURQUOI L'AVENIR EST-IL EN PANNE DANS NOTRE PAYS ?

Le sentiment collectif, pour la jeunesse, est que l'avenir se dérobe, il est en panne pour eux.

Nous avons bâti notre projet pour répondre à cette problématique.

Il y a quelque temps encore, une personne sans qualification trouvait du travail dans ce pays. Aujourd'hui, sa fille, son fils, même ayant obtenu des diplômes, doit multiplier les demandes d'emplois, entretiens et concours sans résultat.

Dans ces conditions, comment se loger, faire des projets ? « Zapper » ainsi notre jeunesse est une grave régression. **Une régression éducative**: les études ne sont plus un sésame pour l'emploi.

Une régression sociale : pour une fois, une génération va vivre moins bien que celle qui l'ont précédée. Nombreux sont nos concitoyens, qui ont l'impression de ne pas avoir ni voix ni poids.

Ouvriers de l'industrie, employés, techniciens, cadres du secteur privé, fonctionnaires, mais aussi éleveurs, agriculteurs, artisans, commerçants, dirigeants de PME et de TPE, ont l'impression de sortir des radars de l'histoire.

L'avenir se joue loin de nous, sans nous, contre nous. Pourquoi ne devrions-nous pas réapprendre d'abord à consommer ce que nous produisons, au moins pour satisfaire à l'exigence de l'autosuffisance alimentaire ?

J'ai foi dans l'avenir de notre jeunesse, j'ai la conviction qu'il ne peut y avoir de changement réussi si la jeunesse reste au bord du chemin.

C'est pourquoi, j'inscris l'emploi des jeunes et l'accès des femmes aux facteurs de production au premier rang de mon action politique : je m'y engage résolument dans le cadre d'une gestion de cette problématique axée sur les résultats : l'émancipation par le travail avec une juste rémunération.

Comme vous le savez, la problématique de la jeunesse prend un relief critique au Burkina Faso où 70% de la population est constitué de jeunes. A preuve, notre pays est caractérisé par une population jeune à croissance rapide, majoritairement rurale et occupant des emplois à faible productivité ou qui génèrent peu de revenus. **7 burkinabè sur 10 ont moins de 30 ans**. Le nombre de jeunes (15-24 ans), primo demandeurs d'emplois, doublera d'ici 2030 pour atteindre 6 millions ; ce qui va créer une tension sur le marché du travail.

Chacun mesure l'ampleur et la complexité des défis auxquels sont confrontés celles et ceux qui veulent changer les choses. Chacun devine aussi le poids des résistances et des intérêts qui se mettront sur notre chemin. **Mais ce n'est pas parce que la montagne est haute qu'il faut renoncer à la gravir.**

Etre lucide, c'est agir pour ne pas subir.

Dans l'histoire d'un peuple, il y a toujours un chemin ouvert et des choix utiles contre la gestion sans âme.

Cette volonté de reprendre en main son destin anime la jeunesse burkinabé à l'heure où tant de professionnels de la politique peinent et tâtonnent sans boussole, car ayant déjà tout soutenu et son contraire dans ce même pays durant leur gestion passée.

Les Burkinabés le savent : notre pays a besoin de l'alternance, d'une autre présidence avec d'autres idées et d'autres priorités. C'est un enjeu d'intérêt national : nous sommes à la croisée des chemins.

Ou bien la voie de la continuité, donc de la déchéance.

Ce sont la dérégulation, la marchandisation, la corruption et l'enrichissement illicite qui demeurent les recettes privilégiées. Le capitalisme financier reste dominant. Le compte à rebours écologique continue de s'égrener, les injustices et les tensions de croître : c'est la voie qui est empruntée au Burkina depuis plusieurs années. Ce sera le projet des professionnels de la politique de notre pays.

C'est le modèle qui mine la planète et mène l'humanité dans le mur. C'est un monde de concurrence exacerbée, d'indifférence, de violence.

Ou bien le chemin du redressement, du changement, de la renaissance et du rassemblement : c'est celui que nous vous proposons avec une conviction au fond du cœur : la politique peut reprendre le pouvoir sur l'argent. *Nous pouvons agir autrement.*

Mettre un terme aux politiques macroéconomiques inefficaces et injustes

Notre vie quotidienne est remplie d'interdits de toutes sortes, mais la délinquance financière, la corruption et les enrichissements illicites ne sont pas réprimés par les autorités publiques. A raison, aux yeux des citoyens, l'absence de radars sur les autoroutes de la délinquance et du crime traduit une démission du politique face aux profits et aux profiteurs.

L'impasse des choix économiques, alliée à la mauvaise gouvernance, opérée par les régimes précédents s'est ajoutée à l'impact du capital financier en surchauffe.

L'échec de l'ancien régime est d'abord économique et social avant d'être institutionnel.

La dette et le déficit public ont explosé bien avant la crise d'octobre 2014 où le risque de surendettement élevé, associé à la faible capacité de gestion, était déjà une préoccupation. Les dernières analyses de la soutenabilité de la dette effectuée par les institutions de *Bretton Wood*, le ratio valeur actualisée de la dette sur les exportations passait de 113,9% en 2009 à 120,6% en 2010 et devra atteindre 184% à l'horizon 2018. Les autres ratios d'endettement, restent largement en dessous de leurs seuils de viabilité. Pour faire face au risque de détérioration du ratio « valeur actualisée de la dette sur les exportations », le pays devra seulement compter sur les financements sous forme de dons, limiter l'endettement extérieur à des prêts hautement concessionnels et approfondir la diversification et l'accroissement des exportations : tel est constat déjà aujourd'hui.

La persistance d'importants déficits budgétaires limitera considérablement la capacité d'endettement de notre pays, ce qui implique nécessairement un rééquilibrage budgétaire et des politiques d'emprunts plus prudentes durant notre mandat.

Sur la base de sa performance et de ses indicateurs d'endettement, le Burkina Faso est classé aujourd'hui dans la catégorie des pays exposés à un risque de surendettement élevé et qui, de ce fait, doivent recevoir exclusivement des ressources sous forme de dons de la part des Partenaires Techniques et Financiers.

Parce que tout débiteur est soumis à la volonté de son créancier, nous limiteront l'intervention des banques, maîtres du monde, au strict minimum avec un encadrement rigoureux, c'est aussi cela un des moyens pour défendre notre souveraineté et l'intégrité du burkinabè que nous souhaitons demeurer.

Ensemble nous ferons l'apprentissage de revivre avec nos moyens, c'est non seulement la meilleure façon de vivre dignement, défendre nos valeurs et ressources naturelles : nous ne voulons plus vivre au-dessus de nos moyens, sachant aujourd'hui que c'est le chemin glissant de la perdition, du mensonge et du crime, de l'altération de nos valeurs.

Ces emprunts, même à des conditions concessionnels hypothèque, à chaque fois, pour 50 années l'avenir de notre nation.

A cause des politiques menées, notre indépendance est aujourd'hui suffisamment altérée du fait de cet endettement. Et comme toujours, il s'y ajoute que la main qui donne est toujours au-dessus de celle qui reçoit.

Ainsi donc, comment allons assurer la sauvegarde de nos valeurs culturelles, fondements de notre nation ?

Ces créanciers des marchés financiers mondiaux et leurs firmes multilatérales nous demandent aujourd'hui déjà de faire une place à l'homosexualité dans nos corpus juridiques au nom du principe à la différence appliqués chez eux.

Il s'y ajoutent aujourd'hui, les injonctions implicites de reformes de nos codes miniers notamment pour permettre la mise à disposition de nos ressources naturelles, comment l'État pourra un jour secréter une dynamique économique capable d'offrir à la jeunesse un emploi émancipateur avec une juste rémunération ?

Pour reconquérir notre liberté, notre dignité, le droit de pouvoir dire simplement la vérité, ce que nous pensons en tout lieu et en tout temps, nous n'exposerons plus de manière inconsidérée notre pays pour l'avenir.

A l'entame de mon mandat, notre dispositif juridique de passation des marchés sera revu, en concertation avec les créanciers multilatéraux, pour permettre à nos économies de survivre. Telle sera désormais la mission de l'État responsable que j'ambitionne de diriger, si vous en avez convenance. Au reste, cette vision est conforme à la Déclaration de Paris des créanciers sur l'Efficacité de l'Aide au Développement.

Nous agissons en posant le postulat que désormais, 70% au moins des ressources d'emprunts ou mêmes de dons seront utilisées en faveur de notre économie par des prestataires du pays. En contrepartie, nous négocierons avec Le secteur privé les conditions de nouveaux emplois pour la jeunesse lorsqu'elle souhaite évoluer professionnellement dans le secteur privé. Nous engagerons des concertations avec le patronat privé sur les conditions d'embauche et d'insertion de la jeunesse, assorties d'une aide publique.

C'est aussi cela la culture du changement, porteur d'espérance pour notre jeunesse et la nation dans son ensemble.

De par notre histoire, notre peuple a montré son aptitude à corriger les distorsions issues des injustices et inégalités. Il n'est pas normal cependant de donner l'illusion du développement dans notre pays, si notre jeunesse demeure sans emploi, sans vie ou survit.

Je vous parle et vous parlerai avec vérité de la source de nos malheurs, tapis à l'ombre de nos choix économiques, qu'il faudra changer impérativement afin de renouer avec l'espérance que notre peuple attend.

Il ne s'agira plus ici de simples questions institutionnelles, préoccupations légitimes de l'élite, mais de la poursuite d'un véritable développement inclusif et endogène pour notre peuple.

Le rétablissement des comptes publics est un objectif de souveraineté politique et de justice. Aucun pays ne peut, sans menace pour son rayonnement et pour sa paix sociale, ignorer, pour le présent et pour l'avenir, le coût de ses déficits.

Après avoir constitué des montagnes de dettes, la famille des professionnels de la politique du pays ont montré, durant ces si longues années, à notre jeunesse les limites de leurs capacités, en expliquant qu'il n'y a plus de marges de manœuvres, que l'issue pour notre pays réside dans une politique d'austérité sociale sans emplois pour cette jeunesse et l'alignement économique par le bas dicté par le monde financier, l'ami véritable. Souvenez-vous, c'est leur règne que tous les fleurons de notre économie ont été privatisés ou simplement transférés à des privés. La mémoire collective, même défaillante, ne peut oublier si vite.

En tout état de cause, nous commanditerons un audit général indépendant, aux standards internationaux, sur l'état de notre économie se penchera spécifiquement et prioritairement sur l'état exhaustif de notre endettement au début de mandat. [Le rapport y relatif sera rendu public à travers une large diffusion auprès de la population dans toutes nos langues nationales.](#)

La nouvelle politique économique que nous proposons donnera, si le peuple en convient, les moyens au Burkina dans son ensemble de retrouver le chemin de l'espérance pour tous, et le plus rapidement possible.

Un enjeu majeur : jeunesse et emplois

Le véritable développement, c'est un Burkina attractif et compétitif, un Burkina qui produit des emplois et des savoir-faire. La désindustrialisation n'est pas une fatalité même si la concurrence internationale, régionale ou sous régionale reste féroce.

Encore faut-il que nous fassions le choix d'un nouvel interventionnisme, anticipateur plutôt que réparateur, au service de la production et de la qualification professionnelle.

Pour engager le renouveau productif attendu de notre peuple, de sa jeunesse et des femmes du pays, nous créerons une banque publique d'investissement dédiée.

Elle sera anticipatrice, mettra en réseau les énergies positives de nos populations. Elle soutiendra les PME et PMI de taille intermédiaire qui font, par exemple, la force de l'Allemagne et qui manquent cruellement à notre pays.

Désormais, la politique, au Burkina Faso, devra se faire autrement avec au centre les préoccupations des jeunes, des plus démunis. Les jeunes seront acteurs et bénéficiaires directs des actions socio-politiques, des actions concrètes de développement axées sur les résultats.

L'insurrection des 30 et 31 octobre 2014 a suscité des espoirs et des attentes légitimes que nous devons combler le plus rapidement possible.

Travailler pour l'autonomisation économique des femmes

L'autonomisation économique des femmes constitue aussi un défi majeur dans notre pays.

Dans nos villes et campagnes, les femmes ont investi divers domaines de l'activité économique : commerce, transformation, restauration, éducation, santé, bâtiments et travaux publics.

En dépit des progrès enregistrés, le nombre d'entreprises reste faible au regard du potentiel de création d'entreprises par les femmes. En effet, plusieurs facteurs limitent leurs actions en matière d'entrepreneuriat. Il s'agit entre autre de l'analphabétisme, du faible accès à la terre, ce qui nécessitera de trouver des mécanismes de valorisation du capital foncier rural favorable aux femmes. La nécessité d'une formation professionnelle dédiée et la mise en place de systèmes d'information sur les sources de financement constituent des impératifs dans ce domaine.

L'accès des femmes aux facteurs de production reste encore inégal et limité dans notre pays.

Les femmes disposent d'un accès et de droits assez limités en matière d'utilisation des terres, en particulier fertiles. Il s'agit là d'une entrave majeure à la mise en valeur des terres et au développement agricole, parce que les femmes représentent 65% des producteurs agricoles ruraux, intervenant en grande majorité dans l'agriculture vivrière.

L'institution d'un entrepreneuriat féminin dynamique est au cœur du programme que je propose à tous, pour qu'ensemble nous puissions mettre en place les contours de sa mise en œuvre de réponses bénéfiques pour l'ensemble de la communauté dans nos villages et dans nos villes.

Chers compatriotes, le projet de société originel de notre pays place « *l'humain* » au centre de toutes les préoccupations où des hommes et des femmes vivent dans la dignité, l'intégrité et le contentement et en tant que président, je m'engage à ce que l'action de la puissance publique s'inscrive dans la défense de ces valeurs inaliénables et imprescriptibles de notre pays.

Un système éducatif à réformer

Les enfants ne sont plus quasiment éduqués de nos jours.

Comment enseigne-t-on 1000 étudiants dans un amphithéâtre ? Est-ce encore une de ces escroqueries intellectuelles avec la complicité de tous sans que cela ne choque personne : silence on roule est-on tenter de conclure durant toutes ces années.

Retrouver la justice, c'est rebâtir une école, qui accompagne tous les élèves vers la réussite qualifiante et l'emploi au bout du parcours.

C'est surtout garantir des protections collectives pour étudier et avoir de l'emploi au bout du processus.

L'objet de l'enseignement est la connaissance de la vérité comme le but de l'éducation est la pratique du bien. Éducation et instruction concourent toutes deux à la formation des individus.

Le système éducatif burkinabè est en faillite. Cette analyse est non seulement partagée par nombre de nos compatriotes mais aussi par nos gouvernants successifs depuis bien longtemps.

Nous ne voulons plus conserver ce système défaillant parce qu'il est à la racine de la crise burkinabè.

Dans les années 1980, une personne sans qualification trouvait du travail. Aujourd'hui, sa fille ou son fils, même en ayant obtenu des diplômes, peine à trouver de l'emploi, secteur public et secteur privé confondus: d'où la question de l'utilité même de l'école et de l'apprentissage à nous poser.

Dès notre arrivée à la tête du pays, nous lancerons un audit des services et du système éducatif burkinabè dans son ensemble pour tirer la leçon des politiques menées jusque là afin de proposer un nouveau pacte éducatif à la nation.

Nous ne pouvons pas accepter et comprendre qu'aujourd'hui, seul un nombre très restreint d'enfants de paysans ou d'ouvriers atteignent la classe de terminale, l'université étant juste impossible.

Nous n'acceptons pas que 90% des enfants des familles défavorisées ou des familles les plus pauvres aient arrêté leurs études faute de moyens financiers.

Notre pacte éducatif donnera le meilleur pour tous, les moyens de s'en sortir à ceux qui sont en difficulté et la confiance aux instituteurs, enseignants, professeurs et aux personnels éducatifs de manière équitable en garantissant l'égalité de tous les enfants du pays : c'est aussi cela l'application juste de l'égalité des chances, principe cher de notre constitution.

Il est temps aussi de sortir d'un système qui sélectionne uniquement par l'échec dès le plus jeune âge sans solution intermédiaire et d'affirmer que l'égalité et la mixité sont la condition de la réussite pour tous : nous devons y parvenir et c'est possible.

L'éducation nationale n'assure plus comme jadis un enseignement moral et civique que nous restaurerons.

Le rôle capital de l'enseignement supérieur technique dans le processus de développement d'un pays est bien connu.

Les établissements d'enseignement supérieur technique et de recherche s'intègrent au secteur productif et à la société de nombreuses façons.

Les défis de la construction du pays rendent indispensable la création des compétences techniques nécessaires pour l'étude technique et la gestion des projets d'infrastructure.

D'expérience, nous savons que le mécanicien, le maçon, le menuisier, le plombier, l'électronicien et bien d'autres professionnels techniques disposant d'un métier trouvent toujours du travail ou de quoi s'occuper.

L'un des meilleurs exemples pionniers en matière de réforme de programmes d'études est celui de l'université de la terre au Costa Rica, dont les programmes sont confectionnés autour des réalités de l'agro-industrie. Cette université se consacre à produire une nouvelle génération de jeunes formés spécifiquement à centrer leur action sur le changement social de vie au moyen d'activités d'entrepreneuriat. La formation de ces étudiants tend à en faire des agents de changement social, qui cherchent à améliorer le bien-être humain en créant et en gérant de nouvelles entreprises.

Un exemple africain, qui s'en rapproche est celui de l'université des études en développement (UDS) au nord du Ghana, avant-garde de cette nouvelle approche qui privilégie l'acquisition des connaissances par l'expérience et la participation directe des étudiants au développement de la collectivité.

Cette approche illustre l'importance de corréliser les programmes avec les besoins locaux. Une telle réorientation des activités de l'enseignement supérieur pourrait être étendue à des domaines, tels que la médecine, la santé publique et la gestion de l'environnement.

Ce nouveau type d'université, que nous mettrons en place, privilégiera la production de diplômés qui auront reçu une formation leur permettant de créer des entreprises, grâce à l'aide de l'État et, par voie de conséquence, des emplois tout en ajoutant à la croissance de l'économie.

Il est impératif pour nous aujourd'hui que les universités du pays, en plus de leur rôle de formation, fonctionnent comme des espaces de gestation pour les entreprises économiques et sociales. Cette vocation viendrait s'ajouter aux modalités traditionnelles de mise en liaison des entreprises et organisations de la société civile avec nos universités.

L'urgence d'investir dans l'enseignement supérieur technique est un défi que nous relèverons en augmentant les capacités humaines et en assurant la transmission des savoir-faire techniques aux générations futures, en particulier, aux femmes de ce pays.

Préparer la jeunesse burkinabè au monde du nouveau siècle, c'est aussi instituer et renforcer l'apprentissage de la langue anglaise et du mandarin, qui chemineront à côté de celle française dès maintenant.

Nul ne peut ignorer le bouleversement induit par le rayonnement économique mondial de la Chine sur le continent africain, ni la position de la langue anglaise dans les transactions internationales. Nous devons faire de la jeunesse burkinabè des citoyens du monde en leur donnant tous les outils de la performance dans notre système éducatif dès maintenant.

Le changement, c'est aussi préparer la jeunesse burkinabè aux filières d'avenir, débouchant sur l'emploi.

La santé, notre bien commun

Nous agirons pour rétablir l'égalité devant la santé.

Notre système de santé fait devra faire face à 5 défis fondamentaux, et très rapidement que sont :

- (I) Le défi des ressources humaines, avec une santé publique très peu rémunératrice ;
- (II) le défi du médicament lui-même, avec un marché mondial de la contrefaçon, en créant une industrie pharmaceutique à l'ouest du pays ;
- (III) le défi du matériel biomédical
- (IV) le défis de l'éthique et de la déontologie en santé – traçabilité-prévision anticipatrice.

La résolution de ces problématiques fera la réussite de la santé pour tous que nous voulons mettre en place dans le pays.

L'hôpital sera replacé au cœur du système de santé publique. Son mode de financement sera revu pour remédier à la santé en péril dans notre pays.

L'amélioration des structures hospitalières se fera dans une logique de santé publique et non selon une approche comptable, cela a été le cas jusqu'à présent. Nous apporterons les moyens matériels et humains nécessaires pour répondre aux besoins de santé du pays en tant que axe prioritaire et d'urgence de notre action politique.

Nous proposerons un nouveau pacte aux professionnels de la santé pour assurer l'accès aux soins sur l'ensemble du territoire.

Pour que la couverture du territoire soit équilibrée et que la permanence des soins soit mieux assurée, nous accompagnerons le déploiement sur tout le territoire de maisons de santé en coopération avec les collectivités locales.

Tous les bassins de vie seront dotés d'équipements publics de santé (hôpitaux, services hospitaliers, dispensaires, maternités, urgences notamment.

Nous mettrons en place une régulation de l'installation des médecins, en demandant aux jeunes médecins d'exercer dans une zone de santé prioritaire pendant les premières années à la sortie des études.

Cette nouvelle organisation des soins de proximité permettra de mieux coordonner la médecine de ville et l'hôpital, accroîtra les gains d'efficacité tout en favorisant la qualité des soins, que nous souhaitons coupler avec la médecine traditionnelle dans toute la mesure du possible pour prendre en compte sa contribution. Nous comptons ainsi trouver un équilibre entre la qualité des soins, la proximité, des délais d'accès réduits, et les exigences de financement.

Le niveau des indicateurs de santé révèle avant tout les inégalités socio-économiques. En ce sens, les mesures qui précèdent concourent toutes à renforcer le droit à la santé, que nous définissons comme « un état de bien-être physique, mental et social » et considérons comme une préoccupation transversale de toutes les politiques publiques.

Nous mettrons en place un pôle public du médicament avec au moins une entreprise publique qui interviendra sur la distribution des médicaments.

Nous redonnerons à la santé publique, à la promotion de la santé pour tous et à la prévention les moyens qui leur font défaut afin de répondre à l'exigence de sécurité sanitaire avec un vrai contrôle démocratique et une mobilisation permanente de tous les acteurs. Le renforcement de la prévention médicale et sanitaire complètera les mesures susvisées.

Un nouveau modèle agricole

Nous agissons pour une ambitieuse politique agricole qui assurera l'autosuffisance alimentaire des hommes et des femmes de notre pays.

Première activité des sociétés dites civilisées et très longtemps dominante, autour de laquelle s'ordonnaient croyances et institutions, la culture du sol transmet un capital moral et intellectuel d'exception et forge un type humain fait de stabilité et de fidélité. Cela, les hommes d'idéologie ou de spéculation n'en veulent pas : les adeptes des nuées n'aiment pas le paysan enraciné. L'homme de vent sera toujours hostile à l'homme de terre.

De même, les crises financière et alimentaire mondiales ont mis en exergue le secteur l'agriculture, administrant la preuve que pauvreté et insécurité alimentaire vont de pair. La croissance basée sur l'agriculture est un facteur avéré de réduction de la pauvreté. Lorsque l'agriculture stimule la croissance en Afrique, cette croissance est deux fois aussi efficace dans la réduction de la pauvreté que la croissance tirée par d'autres secteurs.

Notre action gouvernementale privilégiera la construction et la réhabilitation des routes rurales et communautaires, des marchés et des installations de stockage, l'appui à la transformation des produits agricoles et la réduction des pertes après récolte.

Nos interventions porteront également le stockage et la gestion des ressources en eau à des fins agricoles pour faire face aux niveaux faibles et irréguliers des précipitations pendant la saison de récolte, ainsi que la gestion des eaux pluviales sur le terrain, la récupération de l'eau ou la collecte des eaux de ruissellement, et la gestion de l'eau pour la culture de produits vivriers dans les terres

humides. Nos axes d'interventions prioritaires cibleront enfin d'autres installations de l'infrastructure pour l'élevage, la pêche et l'énergie rurale.

S'agissant des ressources naturelles renouvelables (terres, eaux, forêts) nos interventions veilleront à la durabilité et à la résistance des investissements dans l'infrastructure agricole pour faire face à la variabilité du climat et protéger la base de ressources naturelles.

Ces efforts conduiront indirectement à l'augmentation de la production vivrière, à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté en général.

Les questions relatives au régime foncier et les mécanismes complexes de redistribution des terres ont amené nos gouvernements successifs à s'abstenir d'entreprendre une réforme de structure du régime foncier, en particulier dans les zones communales. Il est pourtant nécessaire de procéder à une réforme complète de la politique foncière et de mettre efficacement en œuvre des programmes appropriés.

L'accès à des semences et à des techniques d'élevage améliorées, ainsi qu'aux technologies appropriées pour accroître le rendement de la main d'œuvre et réduire la pénibilité du travail est fort limité dans notre pays et nous agissons pour combler ce déficit.

Le manque de crédit pour acquérir des intrants à des prix raisonnables constitue un obstacle pour les agriculteurs que nous éliminerons par la mise en place de mécanismes financiers dédiés.

En dépit de leur rôle prééminent dans la production vivrière, la commercialisation et la transformation, les femmes ont un accès limité aux terres, aux services de vulgarisation agricole, au crédit, à l'infrastructure, aux technologies et aux marchés, alors qu'un tel accès est crucial pour accroître leur productivité. Nous réaliserons les actions y relatives pour atteindre cet objectif.

Un nouveau modèle, c'est donc l'industrialisation du pays, ainsi que le soutien à une agriculture durable.

Nous serons à l'initiative de la construction d'une alliance stratégique avec les pays engagés dans la défense de la souveraineté alimentaire et de l'agriculture paysanne.

Dans le secteur agricole et le développement rural, notre action visera à : (i) accroître, diversifier et intensifier les productions agricole, pastorale, faunique, forestière et halieutique grâce à l'amélioration de productivité et la modernisation des moyens de production pour chaque famille de chaque village ; (ii) renforcer la liaison production/marché ; (iii) accroître et diversifier les sources de revenus ; (iv) assurer l'approvisionnement en eau potable pour toute la population parce que nous considérons que la politique menée jusque-là est un crime contre l'humanité puisque certaines de nos populations consomment encore aujourd'hui de l'eau boueuse, faute d'eau tout simplement ; (v) renforcer les capacités des paysans et créer un cadre institutionnel favorable ; (vi) promouvoir la situation économique et le statut des femmes et des jeunes en milieu rural ; (vii) résoudre le problème de la question foncière en milieu rural par la mise en œuvre d'une politique de sécurisation foncière garantissant l'accès des terres aux femmes.

Notre population active est essentiellement rurale et non qualifiée ; et les opportunités de travail se limitent à celles qui ont une faible productivité ou qui génèrent peu de revenus : environ 80% des

travailleurs dépendent de la production agricole ; seuls 5% des travailleurs sont salariés dans le secteur formel (public ou privé) et les femmes en représentent 15%.

Est-ce que vous le savez que 80% de la population dépend de l'agriculture pour l'emploi à plein temps, et de nombreux Burkinabè comptent sur l'agriculture pour une partie du revenu du ménage. Etant Chef de village, je sais que les agriculteurs travaillent avec ardeur et un grand nombre de personnes s'engagent dans l'agriculture, mais la productivité n'augmente pas au rythme escompté.

Les potentialités du secteur primaire (agriculture, agroforesterie et élevage) ne sont pas suffisamment mises en valeur dans notre pays, ce qui expose les ressources pays à une forte vulnérabilité face aux chocs issus de la baisse des cours du coton et de l'or. Les filières agropastorales et artisanales regorgent d'opportunités pour développer des pôles de croissance que nous devons exploiter avec l'engagement de tous.

Parce que l'agriculture joue un rôle crucial dans notre survie à tous, la mise en œuvre d'actions concrètes axées sur des résultats dans le domaine agricole est pour moi un impératif de premier ordre : je m'y engage à trouver une solution équitable avec vous.

Je m'engage à ce que chaque famille dans chacun de nos villages puisse disposer gratuitement et sans contrepartie à l'entame de la prochaine saison pluvieuse d'une charrue, quel que soit ce que cela coûtera à l'Etat.

Je m'engage à doter chaque village du pays d'un tracteur commun pour amorcer ensemble, à titre d'équité, la modernisation de l'agriculture, qui occupe 70% de la population et procure du revenu à la jeunesse dans nos campagnes.

Chaque village du pays sera doté d'un forage public au moins à l'horizon 2017 au plus tard pour permettre à tous de mesurer concrètement l'impact positif de notre destinée commune à travers l'Etat.

L'État assurera, en outre, la promotion de notre production nationale à l'intérieur et à l'extérieur par la mise en œuvre d'une juste législation. C'est le prix à payer pour générer des emplois pour notre jeunesse.

Le droit de bien vieillir

Nous ne voulons pas seulement rendre la société vivable, nous voulons la rendre meilleure. Que vaut une société qui relègue les plus pauvres hors de la cité, qui oublie les plus âgés, qui humilie les plus faibles. Oui, il y a besoin de fraternité, la valeur aujourd'hui oubliée de la devise de notre pays.

L'attention aux autres, c'est sûr le respect des règles et des valeurs communes, mais c'est aussi l'idéal d'une société solidaire, qui prend soin de chacun, où chacun prend soin des autres, et où ensemble nous prenons soin de l'avenir.

Et la manière dont une société accompagne chaque personne âgée jusqu'à la fin de sa vie est un indice de civilisation. Disposer d'une retraite décente n'est pas un luxe : c'est un minimum.

Nous-nous donnerons les moyens pour assurer la prise en charge intégrale des soins de santé des personnes du 3^{ème} âge, le relèvement des pensions des retraités avec une accessibilité affranchie des tracasseries administratives alliant les avantages des technologiques de mise à disposition des ressources, et l'accès aux vivres à des prix sociaux.

Un nouveau pacte national

Parce que le Burkina Faso est une seule et même famille, j'invite à une hiérarchisation des valeurs qui replace, la solidarité, la fraternité, la vérité, l'intégrité et l'équité au centre de nos actions.

De la Haute-Volta au Burkina Faso d'aujourd'hui, bâtir une nation inclusive fondée sur des valeurs de dignité, de simplicité, d'intégrité et de solidarité entre tous, demeure une constante de notre pays.

Et la dignité et l'intégrité s'accommodent difficilement de l'arbitraire ; et en tout cas, ne s'expriment jamais dans l'arbitraire, d'où cette soif commune de justice aujourd'hui pour guérir le corps social.

L'équité notamment nous impose notamment de penser aux plus démunis et aux plus défavorisés d'entre nous afin d'œuvrer de concert en vue de leur autonomisation économique.

L'Etat, la chose publique, est notre maison commune, notre demeure sacrée à tous, et à ce titre devra faire l'objet d'une gestion stricte, sinon au moins bienveillante.

Président, mon programme pour l'action gouvernementale s'articulera autour des piliers suivants :

- Démocratie participative ;
- Problématique de l'emploi pour jeunesse ;
- L'autonomisation économique de la femme par un meilleur accès aux facteurs de production, dont la valorisation du capital foncier ;
- Questions de gouvernance : transparence, obligation de rendre compte, responsabilité
- Une fonction publique professionnelle et responsable.

La restauration de la Justice et la lutte contre l'impunité sont aujourd'hui si évidentes pour tous, même pour ceux qui l'on mis dans cet état agonisant.

Et parce que la paix est la source de toute richesse et parce que la justice et la lutte contre l'impunité sous toutes ses formes assurent la préservation de cette paix pour tous, je m'engage avec vous à rechercher et trouver les solutions qui restituent à notre justice ses valeurs républicaines.

La mise en place d'un système de santé pour tous, en campagne comme en ville, sera la priorité des priorités de mon action gouvernementale.

Dieu le voulant, je veux, qu'à l'issue de notre mandat de 5 ans pour la gestion de notre maison commune, l'Etat du Burkina, que vous puissiez dire que j'ai essayé d'aimer et de servir l'humanité.

QUE DIEU bénisse le Burkina Faso !!!

